



Canadian Pork Council
Conseil canadien du porc

Le Canada doit négocier pour faire partie de l'accord de Partenariat transpacifique

par le président du CCP, Rick Bergmann

13 juillet 2015 (Ottawa)

Le Canada est l'un des douze pays qui sont à négocier un accord de Partenariat transpacifique (PTP) avec d'autres partenaires commerciaux majeurs, dont les États-Unis, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. La perspective de conclure un accord PTP, dans un avenir rapproché, semble réelle et pourrait se produire avec ou sans la participation du Canada. Les discussions étant sur le point d'aboutir, le Conseil canadien du porc souhaite préciser à quel point il est crucial pour l'industrie du porc que le Canada soit partie intégrante d'un tel accord.

Les exportations canadiennes au Japon, l'un des principaux acteurs au sein du PTP, pourraient très rapidement augmenter de 10 % en présence d'un accès amélioré au marché japonais, procuré par cet accord. À lui seul, ce gain représente 1000 emplois additionnels et 87 millions de dollars annuellement pour l'économie canadienne. Nos exportations continueront de croître durant la période d'introduction progressive de l'accord, pour atteindre facilement, selon nous, des ventes de 300 millions de dollars et générer 4000 emplois de plus.

Le PTP nous ouvrirait en outre des portes vers des pays comme le Vietnam et la Malaisie et donnerait au Canada l'occasion de négocier de meilleures modalités en matière d'échanges commerciaux avec l'éventualité que de nouveaux venus participent au PTP, comme la Corée du Sud et les Philippines.

Toutefois, nous aurons d'énormes obstacles à surmonter advenant que le Canada ne parvienne pas à faire partie du PTP. En effet, notre capacité concurrentielle se détériorera rapidement au sein des marchés des pays membres du PTP, lesquels représentent collectivement presque 40 % du produit intérieur brut mondial.

À titre de secteur dépendant du commerce, étant donné que les exportations constituent plus de 65 % de la production canadienne de porc, nous ne pouvons pas nous permettre que le Canada soit laissé hors de cet accord majeur. Notre industrie est déjà passée par là.

En 2007, le Canada s'est retiré des négociations pour un accord de libre-échange avec la Corée du Sud qui avait commencé en 2004. Peu après, nos concurrents, dont les États-Unis, ont conclu des accords commerciaux avec la Corée. Les exportations canadiennes de porc en Corée du Sud ont chuté de plus des deux tiers dans les deux années qui ont suivi l'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange États-Unis/Corée du Sud, passant d'un quart de milliard de dollars en 2011 à

seulement 76 millions en 2013. Heureusement, les pourparlers entre le Canada et la Corée du Sud ont repris l'an dernier et nous nous réjouissons de la mise en œuvre de l'accord de libre-échange entre le Canada et la Corée du Sud au début de la présente année.

Cela prendra toutefois plusieurs années avant que le Canada rattrape ses concurrents en ce qui a trait à l'accès au marché de la Corée du Sud. Si un accord PTP incluant les États-Unis et le Japon et excluant le Canada est conclu, les répercussions sur l'industrie canadienne du porc seront bien pires et notre perte de compétitivité durera probablement plus longtemps. En effet, le marché japonais est de beaucoup plus important pour les exportations canadiennes de porc, soit près d'un milliard de dollars annuellement. Par ailleurs, nos exportations vers le Japon se composent de produits à valeur plus élevée pour lesquels il n'existe pas actuellement de marchés de remplacement offrant des revenus comparables. Selon des analyses indépendantes effectuées pour le Conseil canadien du porc, si le Canada ne fait partie d'un accord PTP comprenant le Japon, les producteurs de porcs canadiens perdraient environ 5 \$ par animal et le volume des exportations de viande de porc au Japon diminueraient rapidement de presque 40 %, soit l'équivalent de 330 millions de dollars de vente. De plus, 4500 emplois seraient menacés.

Les répercussions à long terme seraient encore plus graves. La viabilité économique décroissante du secteur porcin au Canada entraînerait des réductions permanentes de production et des fermetures pour les producteurs, les transformateurs et les exportateurs de porc canadien.

L'expérience avec la Corée du Sud nous a montré à quel point on peut rapidement perdre un marché lorsque nos concurrents obtiennent des avantages tarifaires dans le cadre d'accords commerciaux généraux. Le Canada doit négocier pour faire partie de l'accord PTP.

Rick Bergmann
Président, Conseil canadien du porc

Le CCP représente l'ensemble des producteurs de porcs du Canada. Le Conseil est une fédération qui regroupe neuf associations provinciales du secteur porcin. Ses activités visent à assurer le dynamisme et la prospérité de l'industrie du porc au Canada.

Personne –ressource pour les médias :
Gary Stordy
Directeur des relations publiques
Conseil canadien du porc
Tél. : 613 236-9239, poste 277